



Caisse Primaire d'Assurance Maladie

Cahier des Clauses Administratives Particulières

**Vérification et maintenance des extincteurs et des équipements de lutte contre l'incendie et formation
du personnel des Caisses Primaires d'Assurance Maladie de la région Occitanie**

MARCHÉ N°2025-001

Organisme coordonnateur du groupement :

Caisse Primaire d'Assurance Maladie des Hautes-Pyrénées













8 Place au Bois

65000 TARBES

N° SIRET : 777 169 020 00016

Appel d'offres passé en application des Articles L.2124-1, L.2124-2, R.2124-1 et R.2124-2
du Code de la commande publique

SYNTHESE DU CONTRAT

	<p>Marché ordinaire de services : partie maintenance préventive</p> <p>Accord-cadre mono-attributaire à bons de commandes de services : partie maintenance corrective et formation du personnel</p> <p>Vérification et maintenance des extincteurs, des équipements de lutte contre l'incendie et formation du personnel des Caisses Primaires d'Assurance Maladie de la région Occitanie</p>
	CPAM d'Occitanie
	Le marché inclut des considérations environnementales (critère)
	Le marché inclut des considérations sociales (critère)
	<p>Marché passé en appel d'offres : articles L.2124-1, L.2124-2, R.2124-1 et R.2124-1 suiv. CCP</p> <p>CCAG Applicable : FCS</p>
	13 organismes des CPAM d'Occitanie
	Le marché est alloté en 4 lots
	<p>La durée du marché est de 12 mois</p> <p>Il est reconductible tacitement 3 fois pour la même durée (max 4 ans)</p>
	Le marché est à prix mixtes
	Le marché comporte une clause de révision des prix
	<p>Tranches : NON</p> <p>PSE : NON</p> <p>Variante : NON</p> <p>Prestations similaires : OUI</p>
	Le marché n'est pas réservé à une profession particulière

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU MARCHÉ PUBLIC	5
ARTICLE 2	MODE DE PASSATION DU MARCHÉ PUBLIC	5
ARTICLE 3	FORME DU MARCHÉ PUBLIC	5
ARTICLE 4	ALLOTISSEMENT	6
ARTICLE 5	LIEU D'EXECUTION.....	6
ARTICLE 6	DUREE.....	7
6.1	Durée du marché	7
6.2	Délai d'intégration au marché des CPAM de la région.....	7
ARTICLE 7	DOCUMENTS REGISSANT LE MARCHÉ	7
7.1	Pièces Particulières.....	7
7.2	Pièces générales	8
ARTICLE 8	PRIX	8
8.1	FORME DU PRIX.....	8
8.2	CONTENU DES PRIX	9
8.3	MODALITES DE VARIATION DES PRIX	9
ARTICLE 9	MODALITES DE PAIEMENT	10
9.1	MODALITES DE FACTURATION	10
9.2	AVANCE 12	
9.3	DELAI DE REGLEMENT	12
ARTICLE 10	MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	13
10.1	REPRESENTATION DES PARTIES.....	13
10.1.1	REPRESENTATION DE L'ACHETEUR.....	13
10.1.2	REPRESENTATION DU TITULAIRE.....	13
10.1.3	RESPONSABLES	13
10.2	REMPLACEMENT DES INTERVENANTS	13
10.3	REUNION DE SUIVI.....	14
10.4	OBLIGATIONS DU TITULAIRE	14
10.4.1	<i>Obligation de résultat.....</i>	14
10.4.2	<i>Obligations générales du titulaire quant au personnel</i>	14
10.4.3	<i>Liste nominative du personnel.....</i>	15
10.4.4	<i>Responsabilité exclusive du titulaire à l'égard du personnel.....</i>	15
10.4.5	<i>Obligations de conseil.....</i>	16
10.4.6	<i>Obligations d'information</i>	16
10.4.7	<i>Obligation de confidentialité</i>	16
10.5	MESURES DE SECURITE.....	16
10.6	PLAN DE CONTINUITE D'ACTIVITE	17
10.7	MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS	17
10.8	PROLONGATION DU DELAI D'EXECUTION DES PRESTATIONS ET SURSIS A EXECUTION.....	17
10.9	CADRE D'INTERVENTION	17
ARTICLE 11	CERTIFICATS	17
ARTICLE 12	LANGUE	18
ARTICLE 13	ASSURANCE	18
ARTICLE 14	SOUS-TRAITANCE	18
ARTICLE 15	PENALITES.....	18
15.1	PENALITES LIEES AU RETARD POUR L'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	19
15.2	PENALITES DIVERSES	19
15.3	APPLICATION DE REFACTIONS.....	20
15.4	PENALITES RELATIVES A L'EXECUTION DU MARCHÉ.....	20
15.5	PENALITES POUR NON-RESPECT DES OBLIGATIONS EN MATIERE DE LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULE 21	

ARTICLE 16	SECURITE DU SYSTEME D'INFORMATION	21
ARTICLE 17	RESILIATION	23
ARTICLE 18	REGLEMENT DES LITIGES.....	23
ARTICLE 19	DEROGATIONS AU CCAG-FCS	24

ARTICLE 1 OBJET DU MARCHE PUBLIC

Le présent marché a pour objet la réalisation de vérification et de maintenance des extincteurs, des équipements de lutte contre l'incendie ainsi que la formation du personnel des Caisses Primaires d'Assurance Maladie de la région Occitanie (13 organismes).

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

Le titulaire du présent marché public s'engage à une obligation de résultat pour exécuter les prestations objet du présent marché dans les conditions définies ci-après et au cahier des clauses techniques particulières. Cette obligation de résultat s'applique aux surfaces susceptibles d'être rattachées au marché.

Le marché public porte sur des prestations de services.

ARTICLE 2 MODE DE PASSATION DU MARCHE PUBLIC

La présente consultation est passée selon une procédure d'appel d'offres en application des dispositions combinées des articles L.2124-1 et R.2124-1 du Code de la commande publique et conformément à l'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés publics des organismes de sécurité sociale.

L'acheteur se réserve la possibilité de recourir ultérieurement à un marché de de services sans publicité ni mise en concurrence pour la réalisation de prestations similaires au sens de l'article R 2122-7 du Code de la commande publique.

ARTICLE 3 FORME DU MARCHE PUBLIC

La consultation vise à la conclusion d'un marché passé sous la forme :

- Pour sa partie relative à la maintenance préventive : ordinaire à prix forfaitaire ;
- Pour sa partie maintenance corrective et formation du personnel : accord-cadre mono-attributaire conformément au 1° de l'article L.2125-1 et l'article R.2162-2 du Code de la commande publique ;

Il s'agit d'un marché public de service au sens de l'article de l'article L.1111-4 du Code.

Il est mixte.

Le montant estimatif du marché public par lot est de :

- **Lot n°1** : Vérification et maintenance des extincteurs, des équipements de lutte contre l'incendie – CPAM Région Midi-Pyrénées : 42 000 € HT/an
- **Lot n°2** : Formation du personnel – CPAM Région Midi-Pyrénées : 7 000 € HT/an
- **Lot n°3** : Vérification et maintenance des extincteurs, des équipements de lutte contre l'incendie – CPAM Région Languedoc-Roussillon : 31 000 € HT/an
- **Lot n°4** : Formation du personnel – CPAM Région Languedoc-Roussillon : 5 000 € HT/an

Le montant estimatif susvisé ne saurait lier contractuellement l'organisme bénéficiaire.

ARTICLE 4 ALLOTISSEMENT

Conformément à l'article L.2113-10 du Code de la commande publique, le présent marché est composé de quatre (4) lots, selon la décomposition suivante et conclus pour les montants annuels suivants :

<i>Lot</i>	<i>Désignation</i>	<i>Montant minimum annuel (€ HT)</i>	<i>Montant maximum annuel (€ HT)</i>
1	Vérification et maintenance des extincteurs, des équipements de lutte contre l'incendie – CPAM Région Midi-Pyrénées	0	60 000
2	Formation du personnel – CPAM Région Midi-Pyrénées	0	15 000
3	Vérification et maintenance des extincteurs, des équipements de lutte contre l'incendie – CPAM Région Languedoc-Roussillon	0	45 000
4	Formation du personnel – CPAM Région Languedoc-Roussillon	0	15 000

Chaque lot constituera un marché. Les candidats pourront présenter une offre pour un, plusieurs ou la totalité des lots.

Les candidats ne peuvent présenter d'offres variables selon le nombre de lots susceptibles d'être obtenus.

L'attribution de chaque lot donnera lieu en principe à l'établissement d'un marché distinct, notamment la signature d'un acte d'engagement (AE) engageant respectivement chacun des cocontractants envers l'acheteur.

Toutefois, conformément à l'article R2113-1 et à l'article L2113-10 du Code de la commande publique, si plusieurs lots sont attribués à un même Titulaire, il sera possible de ne signer, avec ce Titulaire, qu'un seul marché regroupant tous ces lots.

Par le seul fait d'avoir soumissionné, le titulaire reconnaît avoir procédé à un examen complet et détaillé des documents composant le marché à procédure adaptée et s'être pleinement rendu compte des contraintes et obligations dans lesquelles doivent s'effectuer les prestations, objet du marché.

Le titulaire du marché s'engage à se conformer aux conditions figurant dans le CCAP et le CCTP. Le titulaire ne pourra élever aucune réclamation ni prétendre à une quelconque indemnité du fait de l'exécution du marché.

ARTICLE 5 LIEU D'EXECUTION

Les prestations, objet du présent marché, seront exécutées dans les différents sites des organismes dont le siège se situe dans 12 départements :

- Midi-Pyrénées : **Haute-Garonne (31), Ariège (09), Aveyron (12), Lot (46), Hautes-Pyrénées (65), Tarn-et-Garonne (82) et le Tarn (81) ;**
- Languedoc-Roussillon : **Pyrénées-Orientales (66), Lozère (48), Aude (11), Gard (30), Hérault (34) ;**

ARTICLE 6 DUREE

6.1 Durée du marché

Le présent marché est conclu pour une durée d'un an, à compter des dates indiquées dans l'article 6.2 du présent CCAP Il est reconductible trois (3) fois pour une période d'un an.

La reconduction se fera tacitement. En cas non de reconduction, le pouvoir adjudicateur en informera le prestataire par lettre recommandée avec accusé de réception deux mois au moins avant la fin de la période en cours. Le candidat ne pourra prétendre à aucune indemnisation en cas de dénonciation du contrat dans les délais prévus.

6.2 Délai d'intégration au marché des CPAM de la région

Le titulaire s'engage à rendre opérationnelle sa solution un (1) mois après la notification du marché pour l'ensemble des CPAM de la région Occitanie selon le tableau suivant :

CPAM de la région OCCITANIE	Date de début de la prestation
CCSS de la LOZERE	10/09/2025
CPAM de l'AUDE	10/09/2025
CPAM de la HAUTE-GARONNE	10/09/2025
CPAM du TARN-ET-GARONNE	10/09/2025
CPAM de l'AVEYRON	10/09/2025
CPAM du TARN	10/09/2025
CPAM de l'HERAULT	10/09/2025
CPAM de l'ARIEGE	10/09/2025
CPAM des HAUTES-PYRENEES	10/09/2025
CPAM du LOT – Cahors CPAM du LOT - Figeac	10/09/2025
CPAM des PYRENEES ORIENTALES	10/09/2025
CTI de TOULOUSE	10/09/2025
CPAM du GARD	01/01/2026

ARTICLE 7 DOCUMENTS REGISSANT LE MARCHE

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les lots sont constitués des documents contractuels énumérés ci-dessous, prévalent selon l'ordre de priorité suivant :

7.1 Pièces Particulières

- L'Acte d'Engagement (ATTRI1)
- La Décomposition des Prix Globale et Forfaitaire/ Le Bordereau des Prix Unitaires
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et ses annexes,
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes,
- L'offre technique du titulaire constituée du « cadre de réponse technique » pour chacun des lots dûment complétés, étant précisé que ce cadre de réponse technique prévaut sur toute autre éventuelle documentation technique (autres annexes, mémoire technique...) présentée en dehors du cadre de réponse technique ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance postérieurs à la notification du marché,
- Les éventuels avenants,

- Les bons de commandes,

7.2 Pièces générales

- Le Code de la commande publique,
- L'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés publics des organismes de sécurité sociale
- Le Cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics de Fournitures Courantes et Services (CCAG- FCS) arrêté du 30 mars 2021,
- Les normes françaises AFNOR et européennes homologuée ou autres normes reconnues équivalentes applicables en France.

Les candidats déclarent connaître parfaitement ces documents bien qu'ils ne soient pas joints à la publicité.

Toute clause, portée dans les tarifs du Titulaire ou documentation quelconque et contraire aux dispositions des autres pièces constitutives du marché, est réputée non écrite. Les conditions générales de vente du Titulaire sont concernées par cette disposition.

En cas de contradiction entre les clauses des différents documents contractuels du marché, la clause à retenir est celle figurant sur le document de priorité supérieure. L'original de chacun de ces documents, conservé dans les archives de l'acheteur, fait seul foi.

ARTICLE 8 PRIX

8.1 Forme du prix

Les prix du marché sont les prix, exprimés en euros HT et TTC, mentionnés dans la décomposition des prix globale et forfaitaire (DPGF) et le Bordereau des Prix Unitaires (BPU).

- Le prix de la maintenance préventive (déplacement, pose et main d'œuvre inclus) composé :
 - d'une partie forfaitaire sur la base de la DPGF (Décomposition du prix global et forfaitaire) pour la partie vérification des équipements ;
 - d'une partie unitaire sur la base des prix indiqués dans le BPU et du nombre de recharge et de remplacement des extincteurs périmés (ne concerne pas les équipements défectueux) ;
- Le prix de la maintenance corrective est basé sur les tarifs unitaires indiqués dans le BPU ;
- Le prix de la formation est basé sur les tarifs unitaires dans le BPU ;

Les coûts concernant la maintenance **préventive** sont réputés comprendre :

Le déplacement sur le site de la CPAM.

Le transport du matériel sur le site de la CPAM.

Le matériel dont il a besoin pour réaliser la prestation demandée.

Pour la partie unitaire, le marché sera réglé par application des prix unitaires figurant au bordereau des prix aux quantités réellement mises en œuvre.

Les prix sont exprimés en euros hors taxe et tous frais compris. La TVA est appliquée au taux légal en vigueur à la date d'exécution des prestations. Le titulaire ne peut en aucun cas se prévaloir d'une erreur d'appréciation pour obtenir une modification des prix du marché.

Pour la partie forfaitaire, il est rappelé qu'au terme de l'article R2112-6 du Code de la commande publique, un prix forfaitaire est un prix « *appliqué à tout ou partie du marché, quelles que soient les quantités livrées ou*

exécutées ».

Par conséquent, le titulaire s'engage à effectuer une prestation pour le forfait proposé, quelles que soient les quantités réellement livrées ou exécutées. Dans ce cas, la CPAM ne pourra pratiquer une réfaction sur le prix en cas de diminution des quantités mises en œuvre.

A l'inverse, le titulaire ne peut obtenir un supplément de prix au motif que les quantités réellement livrées ou exécutées pour la prestation sont supérieures à celles qu'il avait prévues (sauf ajout d'un site ou d'une prestation supplémentaire au marché par avenant, ou circonstances exceptionnelles dûment justifiées).

Pour rappel chaque marché est conclu à obligation de résultat, dès lors si les moyens proposés s'avèrent insuffisants, ils devront être augmentés sans aucune incidence financière sur le marché.

8.2 Contenu des prix

Les prix indiqués dans la DPGF et le BPU comprennent toutes les dépenses de main-d'œuvre, fournitures et transports nécessaires, tous les frais généraux, bénéfices, frais, charges sociales ou fiscales et taxes diverses ainsi que les risques d'accident personnels ou aux tiers, pouvant survenir lors de l'exécution des prestations de sorte qu'aucun supplément de quelque nature que ce soit ne puisse s'y ajouter.

8.3 Modalités de variation des prix

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois M0 correspondant au mois de la date limite de remise des offres.

Les prix du marché, qu'ils soient forfaitaires ou unitaires, sont fermes la première année d'exécution du marché.

Puis, tous les lots sont révisables annuellement à la date anniversaire du début d'exécution des prestations par application au(x) prix du marché de la formule suivante :

$$P(rev) = P(init) \times \left[\frac{001565195(drev)}{001565195(dinit)} \right]$$

Avec

- Pinit : Prix initial
- Prev : Prix révisé
- dinit : date de remise des offres du marché
- dact : date d'actualisation du marché
- 001565195 : Indice mensuel du coût horaire du travail révisé – Salaires et charges – Tous salariés – activités spécialisées, scientifiques, techniques

Le prix de règlement ainsi déterminé reste fixe entre chaque révision.

En cas de changement par l'INSEE (ou par un organisme habilité) de la dénomination et/ou de la base de calcul d'un indice avec ou sans coefficient de raccordement associé, ce changement s'applique automatiquement et sans formalités.

En cas de suppression par l'INSEE (ou par un organisme habilité) d'un indice et de son remplacement par un autre indice avec ou sans coefficient de raccordement associé, ce remplacement sera notifié par courrier au titulaire par la CPAM. Le titulaire disposera d'un délai de 21 jour calendaire pour formuler par écrit son éventuel désaccord. Passé ce délai, l'absence de réponse de celui-ci vaudra acceptation du nouvel indice. En cas de désaccord exprimé dans le délai ci-dessus, les parties devront trouver un accord par avenant.

À la date mentionnée dans la périodicité de révision des prix, le titulaire adresse à l'interlocuteur de chaque CPAM par courriel, la valeur du coefficient de révision, calculé au moyen de la formule de révision des prix susvisée. Le silence de la CPAM dans un délai de vingt et un jours calendaires à compter de la réception du courrier de révision vaut acceptation de celles-ci.

En cas de refus de la proposition de révision du titulaire, la CPAM lui fait sa proposition dans les meilleurs délais.

En l'absence de courrier de la part du titulaire dans un délai de vingt et un jours calendaires à compter de la date anniversaire de notification du marché, la CPAM lui transmet la valeur du coefficient de révision calculé à l'aide de la formule figurant au présent CCAP. La valeur du coefficient de révision, calculé au moyen de la formule de révision des prix, est appliquée sur le montant de chaque facture.

Clause de sauvegarde : Dès lors que la révision des prix conduit à une augmentation supérieure à 10 % à adapter par l'acheteur, l'accord-cadre pourra être résilié, par la CPAM, sans indemnité pour la partie non exécutée des prestations.

ARTICLE 9 MODALITES DE PAIEMENT

9.1 Modalités de facturation

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire, en double exemplaire, un original et un duplicata et après attestation du service fait par le la CPAM.

Les factures seront établies mensuellement tel que détaillé dans le CCTP.

Le montant de la redevance se compose des prestations réellement exécutées et est facturable et payable mensuellement à terme échu.

Les prestations sont payables après attestation du « service fait » par l'organisme.

En application des dispositions de l'article L.2192-3 et L.2392-3 du Code de la commande publique, le titulaire est invité à transmettre des factures sous forme électronique.

Nota : le dispositif décrit ci-après peut s'appliquer également à ses éventuels sous-traitants admis au paiement direct.

Pour ce faire, le titulaire doit utiliser la solution informatique gratuite et sécurisée mise à sa disposition, le portail public de facturation dénommé « Chorus Pro », dans les conditions définies au présent article.

L'application Chorus Pro est accessible depuis l'adresse : <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Le titulaire est informé que Chorus Pro est le vecteur exclusif de transmission des factures sous forme dématérialisée : toute transmission de factures par un procédé de dématérialisation autre que Chorus Pro, ou toute transmission par Chorus Pro mais ne comportant pas l'intégralité des mentions obligatoires listées ci-après, ne sera pas acceptée. Par suite, en cas de réception d'une facture électronique non adressée via Chorus Pro, l'Organisme informera le titulaire du rejet de sa facture par mail ou par courrier et l'invitera à s'y conformer. En cas de réception d'une facture adressée via Chorus Pro mais ne comportant pas l'intégralité des mentions obligatoires listées ci-après ou comportant des informations erronées, l'Organisme informera le titulaire du rejet de sa facture par message généré via Chorus Pro et l'invitera à ré adresser via le portail une facture dûment rectifiée.

Ainsi, le titulaire devra, pour pouvoir déposer ses factures, renseigner les champs suivants dans l'outil :

- Le numéro d'engagement qui correspond au numéro **2025-001**
- Le numéro de SIRET, qui identifiera chaque Organisme en tant que destinataire de la facture :

Nom de l'organisme	N° SIRET
La CPAM des Hautes-Pyrénées	777 169 020 00016
La CPAM du Lot	777 053 117 00027
La CPAM de l'Ariège	776 656 175 00077
La CPAM du Tarn et Garonne	777 306 168 00017
La CPAM de l'Aveyron	776 743 999 00026
La CPAM du Tarn	777 187 683 00076
La CPAM des Pyrénées-Orientales	775 640 220 00015
La CPAM de la Haute Garonne	776 950 404 00025
La CPAM de l'Hérault	517 608 139 00013
La CCSS de la Lozère	509 334 512 00019
Le Centre De Traitement Informatique Sud (CTI)	400 118 493 00016
La CPAM du Gard	775 579 659 00019
La CPAM de l'Aude	775 783 723 00015

À défaut de numéro de commande, il conviendra de mentionner le numéro du marché tel qu'il figure sur l'acte d'engagement du présent marché ou, à défaut, toute référence permettant d'identifier votre prestation.

En cas d'interrogation sur les modalités d'utilisation de ce dispositif, le titulaire pourra consulter :

- Le site Communauté Chorus Pro à l'adresse : <https://communaute-choruspro.finances.gouv.fr/>
- L'aide en ligne du portail Chorus Pro.

Préalables techniques et réglementaires :

Pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet à l'adresse ci-dessous : <https://communautechoruspro.finances.gouv.fr/?action=publicPage&uri=intranetOnePage/4210>

Pour tout renseignement, le Titulaire peut s'adresser à : [https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e3s1/rubrique « nous contacter »](https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e3s1/rubrique%20nous%20contacter)

Une assistance téléphonique est disponible au numéro suivant : 04.77.78.39.57 (du lundi au vendredi de 9h00 à 19h00).

Contenu des factures :

Les factures comprennent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom et l'adresse du titulaire ;
- le numéro et l'intitulé du marché ;
- la référence du bon de commande ;
- le nom du destinataire de la commande ;
- la désignation de l'émetteur du bon de commande ;
- la date des prestations, nature des prestations, sites concernés ;
- les quantités ;
- le numéro de compte bancaire ou postal du titulaire, par poste de facturation ;
- le(s) taux de remise ;
- le montant hors TVA des fournitures livrées
- le taux et le montant de la TVA ;
- le montant total des fournitures livrées

Les factures ne sont adressées par le titulaire qu'après exécution des prestations.

Les intérêts éventuellement dus par la CPAM pour retard ne sauraient courir qu'à partir de la date de

réception effective de la facture et éventuellement après vérification s'il s'agit d'une facture litigieuse.

Taux de TVA : Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts.

Monnaie : L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

Le délai de paiement est fixé à 30 jours, à compter de la date de réception des factures conformément aux articles R.2192-10 et R.2192-12 du Code de la commande publique.

Lorsque la date de réception de la demande de paiement est incertaine ou antérieure à la date d'exécution des prestations, le délai de paiement court à compter de la date d'exécution des prestations conformément à l'article R.2192-13 du Code de la commande publique.

Conformément à l'article R.2192-27 du Code de la commande publique, lorsque la demande de paiement ne comporte pas l'ensemble des pièces et mentions prévues par la loi ou par le marché ou que celles-ci sont erronées ou incohérentes, le délai de paiement peut être interrompu une seule fois par le pouvoir adjudicateur.

Ce délai sera interrompu en cas de contestation de facture de la part de la CPAM, signifié par tout moyen permettant d'attester une date certaine de réception conformément à l'article R.2192-28 du Code de la commande publique.

9.2 Avance

Uniquement pour les lots 1 et 3, sauf en cas de refus du titulaire dans l'acte d'engagement, une avance doit être accordée lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 euros HT en application des dispositions des articles R 2191-3 à 5 du Code de la commande publique.

Cette avance n'est due au titulaire que sur la part du marché qui ne fait pas l'objet de sous-traitance.

En application de l'article 11.1 du CCAG-FCS, l'organisme retient l'option A.

- Lorsque le titulaire, ou le membre du groupement le cas échéant, est une PME au sens du code de la commande publique :
- ❖ le taux de l'avance est fixé à 30% en application de l'article 11.1 du CCAG-FCS ;
- Lorsque le titulaire, ou le membre du groupement le cas échéant, n'est pas une PME au sens du Code de la commande publique, le taux de l'avance est fixé à :
 - ❖ à 5% en application de l'article R. 2191-7 du Code de la commande publique ;

En cas de groupement conjoint, les conditions de versement de l'avance sont appréciées au regard de la taille d'entreprise propre à chacun des membres.

La part de l'avance versée à chaque membre du groupement est rapportée au montant identifié dans la répartition financière indiquée dans l'acte d'engagement et détaillée en annexe financière.

Pour ce qui est des modalités de remboursement de l'avance, il est fait application des articles R.2191-11 à 12 du code de la commande publique.

9.3 Délai de règlement

Conformément aux articles R 2191-21 à 22 et R 2191-26 du Code de la commande publique, le paiement des

acomptes, des règlements partiels et du solde interviendra, dans un délai global de 30 jours maximum à compter de la réception, par le pouvoir adjudicateur, de la facture.

Le point de départ du délai global de paiement est la date d'exécution des prestations lorsqu'elle est postérieure à la date de réception de la demande de paiement.

Le paiement des acomptes et du solde sera effectué par l'agent comptable de l'organisme après ordonnancement de la somme par l'ordonnateur, à savoir son Directeur.

A l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit automatiquement au versement des intérêts moratoires et à l'indemnité forfaitaire pour les frais de recouvrement prévus aux articles L 2192-13, R 2192-31 à 34 et D 2192-35 à 36 du Code de la commande publique.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour les frais de recouvrement est fixé à 40 euros par facture.

Les intérêts moratoires qui pourront être dus seront calculés sur la base du taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au 1^{er} jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir majoré de huit points de pourcentage.

ARTICLE 10 MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

10.1 Représentation des parties

10.1.1 Représentation de l'acheteur

L'interlocuteur désigné par la CPAM est chargé du suivi de l'exécution des prestations. Il est désigné lors de la notification du marché. La CPAM notifie toute modification de l'interlocuteur au titulaire.

10.1.2 Représentation du titulaire

Le titulaire désigne un ou plusieurs interlocuteurs, habilités à le représenter auprès de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution du marché.

Cet ou ces interlocuteurs sont désignés à la notification du marché.

Le titulaire s'engage à informer, sans délai, l'acheteur de toute modification d'interlocuteur désigné.

10.1.3 Responsables

Le marché est placé sous la conduite d'un responsable qui est l'interlocuteur direct auprès de l'organisme.

Il est présent sur le site sur convocation de l'acheteur et a un pouvoir de décision suffisant pour engager la responsabilité du titulaire.

Il participe aux réunions de suivi avec le représentant de l'organisme.

Le responsable est assisté par un inspecteur nommément désigné chargé du suivi des prestations. Il doit être présent sur convocation de l'organisme et participe aux réunions de suivi.

10.2 Remplacement des intervenants

Pendant toute la durée d'exécution du marché, la CPAM se réserve le droit de demander le remplacement motivé d'un ou de plusieurs intervenants du titulaire. La CPAM se réserve le droit d'exiger du Titulaire du contrat, le retrait ou le remplacement immédiat de tout agent salarié de l'entreprise qui aurait contrevenu aux règles édictées dans le CCAP. De même, le titulaire peut proposer le remplacement d'un ou de plusieurs de ses intervenants. Le remplaçant est soumis à l'approbation de la CPAM. Tout refus sera motivé.

Le titulaire procède alors au remplacement des intervenants dans le délai de 1 mois à compter de la demande ou de la proposition de remplacement.

En aucun cas, le remplacement du personnel ne pourra justifier une augmentation du montant des prestations.

10.3 Réunion de suivi

La CPAM organise selon ses besoins, et *a minima* une fois par an, une ou plusieurs réunions de suivi de l'exécution du marché avec le Titulaire.

Des réunions de suivi pourront avoir lieu à la demande entre le titulaire et chaque organisme concerné. Le compte-rendu de chaque réunion devra être envoyé à la CPAM des Hautes-Pyrénées pour centralisation.

10.4 Obligations du titulaire

10.4.1 Obligation de résultat

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre tous les moyens pour l'obtention du résultat défini dans le cahier des clauses techniques particulières.

Il reconnaît avoir pris connaissance de l'ensemble des contraintes liées à la réalisation des prestations.

Si le résultat n'est pas atteint, le titulaire s'engage à mettre en œuvre tous les moyens supplémentaires pour la réalisation d'une prestation conforme, à ses frais et sans augmentation des montants.

En effet, les moyens et modalités décrits dans le CCAP, le CCTP ou les documents qui y sont cités ne sont que des moyens minimums, ce ne sont que des indications nécessaires au titulaire pour satisfaire à ses obligations, les moyens ne sont donc pas limitatifs, ils ne sont qu'indicatifs. Le respect de ces moyens ne peut suffire au titulaire pour se dégager de sa responsabilité qui reste pleine et entière dès lors que le résultat escompté n'est pas obtenu.

10.4.2 Obligations générales du titulaire quant au personnel

Les prestations seront exécutées sous l'entière responsabilité du titulaire qui devra se conformer strictement :

- aux prescriptions des Cahiers des Clauses Administratives et Techniques Particulières pour l'exécution des prestations ;
- à la loi n°98-349 du 11 mai 1998 relative à l'entrée et au séjour des étrangers en France et au droit d'asile ; la loi n° 2003-1119 du 26 novembre 2003 relative à la maîtrise de l'immigration, au séjour des étrangers en France et à la nationalité.
- à la loi n° 91-1383 du 31 décembre 1991 renforçant la lutte contre le travail clandestin et la lutte contre l'organisation de l'entrée et du séjour irréguliers d'étrangers en France ; au décret n° 92-508 du 11 juin 1992 relatif au travail clandestin et modifiant le code du travail ; au décret 97-638 du 31 mai 1997 pris pour l'application de la loi n°97-210 du 11 mars 1997 relative au renforcement de la lutte contre le travail illégal.
- à la loi n°2003-239 du 18 mai 2003 pour la sécurité intérieure.
- à ce que la proportion des travailleurs d'aptitudes restreintes et leur rémunération par rapport au nombre total des travailleurs de la même catégorie employés à l'exécution.
- Aux textes réglementaires parus ou à paraître relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions du travail dans l'entreprise et notamment ceux qui ont trait à la prévention, l'hygiène et à la sécurité du personnel.
- Le titulaire doit faire bénéficier tout son personnel de toutes les lois sociales en vigueur ou à intervenir pendant la durée du marché, notamment les articles du Code du travail :
 - L8241-1 à L8243-2 relatifs au « prêt illicite de main d'œuvre »,
 - L8231-1 à L8234-2 relatifs au « délit de marchandage »,
 - L8221-1 à L8222-7 relatifs au « travail dissimulé »,
 - L8251-1 à L8256-8 relatifs à « l'emploi de salariés étrangers sans titre de travail »,

- D8254-1 à D8254-6 relatifs à « la vérification préalable »,
- L4741-1 à L4741-14 relatifs aux « infractions aux règles de santé et de sécurité ».

L'exécution des prestations se fait dans le respect des normes et règlements en cours et à venir. La responsabilité du titulaire peut être engagée dans la mesure où il apparaît qu'il n'a pas procédé aux vérifications qu'un responsable de recrutement normalement avisé mettrait en œuvre pour l'emploi d'une qualification déterminée et qu'il en résulte un préjudice pour l'acheteur.

10.4.3 Liste nominative du personnel

Le Titulaire fournit au à la CPAM la liste nominative des personnels intervenant dans le cadre des prestations et sur laquelle est reportée la qualification correspondante de chacun d'entre eux. Cette liste est mise à jour à chaque modification de personnel.

La première liste est fournie dans un délai de 15 jours ouvrables à compter de la date de notification du marché.

En cas de remplacement du personnel du Titulaire désigné à l'exécution des prestations de vérification par un personnel intérimaire, le Titulaire est tenu d'informer la CPAM de sa planification et de fournir les justificatifs attestant la bonne formation de ses employés aux prestations à exécuter. Toute absence et tout remplacement, même de courte durée, devront être impérativement et promptement signalés à l'établissement soit avant le départ de l'agent dans l'hypothèse de congés programmés ou le jour même en cas de maladie, d'absences imprévues.

En cas d'absence d'un agent d'exécution, et pour quelque motif que ce soit, il sera remplacé par un agent de qualification équivalente ou ayant acquis la formation des procédures dans les zones de son affectation. Chaque nouvel agent sera présenté à son service d'affectation par l'encadrement, lors de sa prise de poste muni de son certificat d'aptitude médicale.

10.4.4 Responsabilité exclusive du titulaire à l'égard du personnel

Le personnel affecté par le Titulaire à l'exécution des prestations objet du présent marché demeure en toutes circonstances et en tout lieu placé sous l'autorité, la direction et la surveillance exclusive du Titulaire. Il est soumis aux dispositions de la convention collective applicable à l'activité du Titulaire. Il est rémunéré par ce dernier, et bénéficie des mêmes droits et avantages que ses autres collaborateurs, y compris au regard des institutions du personnel du Titulaire.

La CPAM ne peut être amenée à lui dispenser des directives techniques que dans la limite de ce qui est nécessaire à la prise en compte de son environnement et des bonnes liaisons avec sa propre organisation.

Le personnel du Titulaire est soumis aux règlements intérieurs de la CPAM en particulier aux règles d'accès et de circulation qui lui seront communiquées par la CPAM.

Seuls devront être utilisés par le personnel de l'entreprise les parcours, accès et locaux désignés, étant entendu qu'il est formellement interdit de pénétrer ou circuler, sous quelque prétexte que ce soit dans les autres zones de la CPAM.

Le Titulaire est responsable des accidents et vols du fait de son personnel.

De même, les dégâts de toute nature produits à l'occasion de son intervention sur site seront à sa charge. Dans tous les cas, la remise en état doit se faire de façon à ne pas retarder l'avancement des prestations, quelle que soit l'action exercée par ailleurs auprès des compagnies d'assurances.

Nonobstant ce qui précède, et afin de respecter leur propre sécurité et celle des tiers, le personnel du Titulaire réalisant les prestations est soumis aux règles d'hygiène et de sécurité et aux règles d'organisation applicables dans les locaux du siège de la CPAM.

Tenues de travail et équipement de protection

Le personnel devra effectuer les opérations prévues au marché dans une tenue correcte, adaptée et sécurisée, mise à disposition et entretenue par le titulaire du marché. Chaque agent devra avoir à sa disposition un nombre de tenues suffisant pour garantir une tenue propre/sécurisée quotidiennement.

Ce point est également exigé pour le personnel en remplacement d'un agent absent.

Pour la manipulation des équipements, le prestataire fournit à son personnel l'ensemble des Équipements de Protection Individuelle (EPI) nécessaires et utiles pour éviter tout accident lors de la réalisation des prestations.

Visites médicales d'embauche

Le titulaire doit obligatoirement soumettre à une visite médicale d'embauche tout nouvel agent, avant sa prise de fonction, ou au plus tard avant la fin de la période d'essai.

Il soumet, par ailleurs, son personnel aux examens médicaux périodiques prévus par la législation en vigueur. Les dates de ces examens, l'identité des agents et la conclusion du médecin du travail sur leur aptitude physique sont consignées par le titulaire sur un registre spécial.

Travailleurs d'aptitude physique restreinte

La proportion de travailleurs d'aptitude restreinte par rapport au nombre total de travailleurs de la même catégorie employés dans le cadre de l'exécution des prestations faisant l'objet du marché ainsi que leur rémunération et leur statut, doivent être conformes à la réglementation en vigueur.

10.4.5 Obligations de conseil

Le titulaire a un devoir de conseil (ou d'alerte) s'il se rend compte, lors de ses interventions, de dérèglements, dysfonctionnements, dangers potentiels au titre de ses prestations.

Ce devoir de conseil est formel et fondé sur la production d'un rapport qui décrit les risques et menaces et propose des actions pour les réduire.

10.4.6 Obligations d'information

Le titulaire est tenu de signaler à la CPAM tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution de la prestation.

10.4.7 Obligation de confidentialité

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution du marché, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel. Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de la CPAM divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors du marché ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

La CPAM pourra demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire pourra entraîner la résiliation du marché aux torts du titulaire.

10.5 Mesures de sécurité

Toute personne relevant du titulaire est soumise à des mesures de sécurité qu'il s'agisse d'accès physiques à des locaux ou d'accès logiques à des informations.

La CPAM et le titulaire s'engagent à respecter les dispositions légales en vigueur en matière d'hygiène et de sécurité et plus particulièrement les prescriptions dans cette matière applicables aux travaux réalisés dans un établissement par une entreprise extérieure (Cf. Articles R4511-1 à R4515-11 du Code du travail).

Par ailleurs, le titulaire s'engage à respecter les dispositions légales portant sur les conditions de travail et sur la durée du travail effectuée, selon un cycle continu. De la même façon, l'administration s'engage à ne pas faire obstacle à l'application desdites prescriptions et dispositions.

L'Entreprise devra instruire l'ensemble de son personnel de tous les impératifs et règles de sécurité prévus par la législation du travail, et notamment les doter des équipements prévus par la réglementation hygiène et sécurité.

Les portes coupe-feu ne devront pas être obturées ni encombrées.

Des clés sont confiées au titulaire pour l'exécution des prestations. En cas de perte, le remplacement des clés et des serrures sera à la charge du titulaire.

10.6 Plan de continuité d'activité

Dans les trois mois suivant la date de notification du marché au titulaire, celui-ci devra avoir rédigé et présenté à l'acheteur un plan de continuité d'activité (PCA) de l'entreprise, indiquant les mesures prises pour que la prestation effectuée ne soit pas ou très peu dégradée, quels que soient les incidents ou accidents humains, technologiques ou naturels qu'aurait à subir le titulaire lors d'une crise.

Avant l'élaboration du PCA par le titulaire, une réunion préalable sera organisée avec les services de la CPAM à cet effet afin de lui préciser les attendus du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire s'engage à tenir à jour ce PCA et à communiquer sans délai toute modification impactant sa prestation sur les sites du pouvoir adjudicateur.

10.7 Modalités d'exécution des prestations

Les prestations seront dispensées conformément aux plannings communiqués par le titulaire dans son mémoire technique/aux dispositions du CCTP (à choisir par l'organisme).

La notification du marché vaut bon de commande annuel pour les prestations forfaitaires.

10.8 Prolongation du délai d'exécution des prestations et sursis à exécution

Conformément aux dispositions de l'article 13.3 et suivant du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur peut prolonger le délai contractuel :

- **si** le titulaire est mis dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel du fait de l'acheteur ou du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure ;
- **et à condition** que le titulaire en ait formulé la demande dans un délai de quinze (15) jours à compter de la date à laquelle sont apparues les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel. L'acheteur dispose d'un délai de quinze jours, à compter de la date de réception de la demande du titulaire pour lui notifier sa décision, sous réserve que le marché n'arrive pas à son terme avant la fin de ce délai.

Aussi, aucune demande de prolongation du délai d'exécution ou de sursis du délai d'exécution ne peut être présentée après l'expiration du délai contractuel d'exécution de la prestation.

10.9 Cadre d'intervention

Les différentes fonctions des bâtiments nécessitent la prise en compte d'un certain nombre de contraintes pour ne pas perturber le fonctionnement normal de l'établissement.

Les horaires effectifs espace par espace, sont définis en relation avec l'organisme.

Cette adaptation ne change pas les conditions financières et administratives du marché.

ARTICLE 11 CERTIFICATS

Le titulaire est tenu de transmettre à compter de la date d'attribution du marché, de les actualiser tous les six mois, selon la date de validité des documents, et sans que la CPAM n'en fasse la demande expresse, les pièces prévues aux articles D8222-5 et D8222-7 du Code du travail, et ce jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

En cas de non-présentation de ces documents dans les délais impartis, une mise en demeure est envoyée au titulaire. Le titulaire est tenu de présenter les documents dans un délai de 15 jours à compter de la mise en demeure.

ARTICLE 12 LANGUE

Tous les documents écrits remis par le titulaire doivent être rédigés en langue française.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il devra fournir, à sa charge, ce document accompagné d'une traduction en français.

De plus, l'ensemble des communications écrites ou orales durant la phase d'exécution s'effectuera en français.

ARTICLE 13 ASSURANCE

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations et des dommages qu'il cause à la CPAM en cas d'inexécution.

Conformément à l'article 9.1 du CCAG-FCS, le titulaire devra dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, prouver qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à son personnel, aux agents de la CPAM ou à des tiers ; à ses biens, aux biens appartenant à l'acheteur ou à des tiers.

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations.

Il s'engage à remettre, sur simple demande écrite, à la CPAM, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

Le titulaire s'engage à informer expressément la CPAM de toute modification de son contrat d'assurance.

Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le titulaire.

ARTICLE 14 SOUS-TRAITANCE

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

La sous-traitance totale des prestations est interdite.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de la CPAM, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>).

Cet acte mentionne : la nature des prestations sous-traitées envisagées, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

Par dérogation à l'article 3.6 du CCAG-FCS, la CPAM doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Passé un délai de 21 jours à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité) il est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

ARTICLE 15 PENALITES

Tout manquement du titulaire à ses obligations peut donner lieu à pénalité.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la CPAM de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie du marché aux frais et risques du titulaire.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS le titulaire n'est pas exonéré des pénalités ne dépassant pas 1 000 € pour l'ensemble du marché, les pénalités s'appliquent dès le premier euro.

Les pénalités prévues dans le cadre du présent marché se cumulent sur une période mensuelle et sont déduites de la facture mensuelle du titulaire le mois suivant le calcul des pénalités. Les défaillances sont constatées au cours des contrôles, programmés ou inopinés.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, en tout état de cause, le montant total des pénalités liées à l'exécution des prestations enregistrées au cours d'une année d'exécution ne pourra excéder 25 % du montant forfaitaire annuel des prestations (pour la partie forfaitaire) /montant total du bon de commande (pour la partie unitaire).

Les pénalités peuvent être précomptées sur les acomptes versés au titulaire tout au long de l'exécution des prestations, lors de l'établissement des états d'acomptes.

15.1 Pénalités liées au retard pour l'exécution des prestations

Les articles suivants dérogent aux pénalités prévues à l'article 14.1 et suivant du CCAG-FCS.

Pour chaque site, lorsqu'un retard est constaté dans la fréquence d'exécution des prestations par le fait du titulaire, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, des pénalités calculées par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG/FCS, suivant la formule :

$$P = \frac{V \times R}{10}$$

dans laquelle :

P = montant des pénalités.

V = valeur H.T du forfait ou de la prestation ponctuelle objet du retard.

R = nombre de jours de retard. Tout jour entamé est dû.

15.2 Pénalités diverses

Pénalités pour retard dans la restitution des badges et clés

Une pénalité de **50 € HT** par jour calendaire de retard dans la restitution des badges d'accès et des clés est appliquée.

Réfaction pour remplacement ou réparation

En cas de détérioration de tous types de revêtements ou équipements divers, ou d'endommagement de mobilier ou accessoires, il est prélevé une pénalité égale au montant des frais de réparation ou de remise en état en cas de non-respect de son obligation de réfection ou remplacement dans le délai de 5 semaines maximum.

Pénalité pour retard dans la remise des documents

Une pénalité de **30 € HT par semaine de retard** (7 jours ouvrés) s'applique en cas de retard dans la remise des documents suivants :

- Communication des copies de titres de résidence et autorisations de travail des personnels étrangers à transmettre dès la notification du marché.
- Liste nominative des personnels et mise à jour de la liste dès la notification du marché.

Pénalité pour non-respect de la clause relative au plan de continuité d'activité

En cas de retard ou d'absence de transmission du PCA à l'acheteur par le titulaire dans un délai de 3 mois après notification du marché, une pénalité de **200 € HT** par semaine de retard (7 jours ouvrés) s'applique.

Respect de la production périodique des attestations fiscales et sociales

En cas de non-présentation des attestations fiscales et sociales selon la période fixée et après lancement d'une mise en demeure restée sans réponse au terme du délai de 15 jours, le titulaire pourra se voir appliquer une pénalité de **500 € HT** par jour de retard. Le montant total de celles-ci ne peut excéder 10 % du montant minimum du marché.

15.3 Application de réfections

Conformément à l'article 30.3 du CCAG-FCS, l'acheteur peut admettre les prestations avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées s'il estime qu'elles ne sont pas entièrement conformes aux stipulations du marché.

Le titulaire a une obligation de résultat, en cas de manquement, l'acheteur adresse une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception lui notifiant le projet de réfaction applicable sur la facture mensuelle du mois concerné. Par dérogation à l'article 30.3 du CCAG-FCS, le titulaire dispose d'un délai de 5 jours à compter de la réception pour présenter ses observations. En cas de silence du titulaire, passé ce délai, celui-ci est considéré comme ayant accepté la réfaction.

15.4 Pénalités relatives à l'exécution du marché

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, lorsqu'une prestation sera effectuée de manière défectueuse, en partie ou en totalité, ou lorsqu'une préconisation ne sera pas respectée, le titulaire encourra des pénalités dans les conditions suivantes :

- En cas de non-respect du délai de transmission du planning d'intervention par site (voir délais prévus au CCTP), le titulaire encourt une pénalité d'un montant de **50 € HT / jour de retard**
- En cas de non-respect du planning d'intervention par site, le titulaire encourt une pénalité d'un montant de **50 € HT** par jour de retard.
- En cas de non-respect de la périodicité des visites de maintenance préventives, le titulaire encourt une pénalité de **50 € HT/jour et par site**.
- En cas de non-respect des actions minimales à réaliser selon les normes en vigueur au moment de l'exécution de la prestation, le titulaire encourt une pénalité de **50 € HT** par équipement.
- En cas d'absence d'inventaire exhaustif des équipements (à fournir à chaque vérification préventive), le titulaire encourt une pénalité de **200 € HT** par site.
- En cas de non-respect du délai de transmission de l'inventaire exhaustif des équipements, le titulaire encourt une pénalité d'un montant de **50 € HT/jour de retard**.
- En cas de non-respect du délai de transmission du rapport d'intervention de maintenance préventive par site (au maximum 15 jours après l'intervention), le titulaire encourt une pénalité d'un montant de **50 € HT** par jour de retard.
- En cas d'absence de rapport d'intervention (à fournir à chaque intervention, préventive ou corrective), le titulaire encourt une pénalité de **200 € HT** par site.
- En cas d'absence de mise à jour du registre de sécurité (le jour de l'intervention), le titulaire encourt une pénalité de **200 € HT** par site.
- En cas de non-respect des consignes de sécurité dans les sites (présentation au responsable du site, absence de badge...), le titulaire encourt une pénalité de **50 € HT** par site.
- En cas de non-respect du délai de transmission du devis, le titulaire encourt une pénalité d'un montant de **50 € HT** par jour de retard.
- En cas de non-respect du délai d'intervention pour une maintenance corrective, le titulaire encourt une pénalité d'un montant de **100 € HT** par heure de retard pour les interventions urgentes et **50 € HT** par heure pour les interventions non urgentes.
- En cas de non-respect du délai de transmission du rapport des exercices d'évacuation (moins de 2 semaines après la réalisation), le titulaire encourt une pénalité d'un montant de **50 € HT**.

- En cas de non-respect du planning des formations et d'assistance aux exercices d'évacuation, le titulaire encourt une pénalité d'un montant de **50 € HT** par jour de retard.
- En cas d'absence de formation et /ou d'assistance aux exercices d'évacuation, le titulaire encourt une pénalité de **200 € HT** par ½ journée de formation ou d'exercice.

15.5 Pénalités pour non-respect des obligations en matière de lutte contre le travail dissimulé

Le Titulaire est tenu de s'acquitter des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du Code du travail relatifs à la déclaration de l'activité de l'entreprise et à la déclaration des salariés de l'entreprise.

Le Titulaire encourt une pénalité égale à 10% du montant des factures dans le cadre du présent marché sans pouvoir excéder le montant des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du Code du travail, que l'organisme concerné applique dans les conditions suivantes.

Si la CPAM est informée par un agent de contrôle de l'inspection du travail de la situation irrégulière du Titulaire, il l'enjoindra de la faire cesser par lettre recommandée avec accusé de réception. Si dans un délai de quinze jours après cette mise en demeure, le Titulaire n'apporte pas la preuve qu'il a mis fin à la situation délictuelle, l'organisme concerné en informe l'agent auteur du signalement et peut appliquer la pénalité prévue à l'alinéa précédent.

ARTICLE 16 SECURITE DU SYSTEME D'INFORMATION

Obligations en matière de sécurité :

Le Titulaire s'engage dans chaque intervention (livraison, installation, configuration, mise en service, maintenance, dépannage, retrait, etc.) à respecter les règles d'accès physique aux locaux et les procédures et pratiques de sécurité de l'information en vigueur dans l'Organisme, dont la Politique de Sécurité du Système d'Information (PSSI) basée sur la norme ISO27002. En cas de recours à la sous-traitance, le Titulaire doit répercuter l'ensemble des exigences de sécurité qui lui sont applicables vers le sous-traitant.

a) Conditions d'accès aux sites et aux locaux :

Des autorisations d'accès physiques, adaptées aux prestations réalisées et limitées en durée, seront attribuées aux préposés du Titulaire. Seuls les représentants du Titulaire intervenant quotidiennement sur les sites de l'Organisme pourront bénéficier d'autorisations de longue durée et de moyens d'accès physiques dédiés.

Les interventions du Titulaire doivent être planifiées et effectuées après validation d'un service technique de l'Organisme. Pendant leur présence dans les locaux de l'organisme, les préposés du Titulaire sont assujettis aux règles d'accès et de sécurité aux locaux des visiteurs, établies et communiquées au Titulaire par l'Organisme. Les accès aux locaux techniques font l'objet de dispositions spécifiques en matière de sécurité.

Le Titulaire s'engage à fournir une liste, régulièrement mise à jour, des personnels autorisés à intervenir sur les sites de l'Organisme.

Sauf exceptions dûment justifiées, l'Organisme veille à la présence effective de l'un de ses préposés qualifiés, pendant la durée d'intervention des personnels du Titulaire, de telle sorte que toute mesure utile puisse être prise en cas d'accident.

Chaque intervention du Titulaire doit être tracée au travers d'un bon de passage ou d'un enregistrement dans une main courante.

b) Confidentialité :

Les obligations du Titulaire en matière de confidentialité sont détaillées dans l'article 5 du C.C.A.G.-T.I.C et les clauses complémentaires du Cahier des Clauses Administratives Particulières.

Le Titulaire s'astreint également à l'application du droit d'en connaître : n'accéder qu'aux documents et informations strictement nécessaires à la réalisation des prestations du marché.

Le Titulaire est tenu au respect de la réglementation relative à la protection des données nominatives, auxquelles il a accès pour les besoins de l'exécution du marché (loi modifiée n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

c) Conditions d'accès au Système d'Information :

Des accès au système d'information ne seront fournis aux préposés du Titulaire qu'en cas de justifications valides et en rapport avec les prestations réalisées.

Les accès aux postes de travail de l'Organisme s'effectuent au travers d'un mécanisme d'authentification forte.

c.1) Protection des données :

L'attribution des accès est conditionnée au respect des mesures de protection décrites dans la Charte d'Utilisation des Ressources Informatiques en vigueur dans l'Organisme. Un exemplaire de la charte sera remis aux préposés du Titulaire concerné.

Le Titulaire s'engage à préserver l'intégrité et la confidentialité des données contenues sur les ressources du système d'information mis à disposition. Le Titulaire mettra en place les mesures techniques et organisationnelles préconisées par l'Organisme de nature à empêcher tout accès ou utilisations fraudueuses des données et à prévenir toute perte, altération ou/et destruction des données.

Le Titulaire s'engage à ne faire aucun autre usage des données que celui pour lequel le présent marché est conclu. Il s'engage à restituer ou effacer l'ensemble des données à l'issue du présent marché.

c.2) Protection des accès distants :

En cas de nécessité d'accès à distance au système d'information de l'Organisme à partir des locaux du Titulaire ou d'un sous-traitant, y compris pour un accès ponctuel, les engagements du Titulaire concernant la télémaintenance devront être formalisés dans un document spécifique intitulé « Sécurité des télémaintenances ». Ils portent notamment sur un accès limité aux seules ressources et informations strictement nécessaires à la télémaintenance et au respect de la confidentialité des données potentiellement accédées.

c.3) Accès aux composants du SI :

Toute installation ou modification d'un élément du SI ne peut être réalisée par le Titulaire qu'après validation et sous le contrôle du personnel informatique habilité de l'Organisme.

Si un intervenant du Titulaire a besoin de se connecter à un système d'exploitation d'un composant du système d'information de l'Organisme, il doit utiliser un compte spécifique permettant de garantir l'imputabilité de ses actions.

c.4) Journalisation des accès :

Les accès et l'utilisation du système d'information font l'objet d'une journalisation. Les journaux d'événements sont confidentiels et accessibles uniquement aux personnels habilités de l'Organisme. Leur exploitation est réalisée de manière périodique selon les dispositions décrites dans la charte.

d) Remontées d'incidents :

Un préposé du Titulaire qui détecte au cours d'une intervention un incident impactant la sécurité du système d'information doit le signaler sans délai et selon la procédure en vigueur auprès du personnel de l'Organisme présent sur le site.

e) Fin de la prestation :

À chaque fois qu'un salarié ou sous-traitant du Titulaire ne participe plus à la réalisation de la prestation, mais aussi à l'issue du marché, le Titulaire doit restituer au représentant de l'Organisme l'intégralité des moyens d'accès physiques et logiques, la documentation, les données et supports informatiques qui ont pu être remis au cours de la prestation.

L'Organisme modifiera ou supprimera également les identifiants, codes et mots de passe des préposés du Titulaire des systèmes de sécurité physiques et logiques.

f) Sensibilisation – Information :

Le Titulaire doit informer ses salariés et sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

À cet effet, le Titulaire doit remettre systématiquement un exemplaire du « livret de Sécurité du prestataire » à chaque intervenant. Ce livret (annexe 2 du CCAP) joint au Dossier de Consultation des Entreprises est opposable au Titulaire et a valeur contractuelle.

g) Sanctions applicables :

En cas de manquement par le Titulaire, ses préposés et/ou ses sous-traitants, aux obligations précitées, sont applicables l'ensemble des sanctions prévues au présent marché.

Au surplus, et pendant toute la durée du marché, en cas de manquements aux règles de sécurité, l'Organisme se réserve le droit de demander de manière motivée la récusation des personnels du Titulaire concerné. Le Titulaire doit alors procéder au remplacement des personnels dont la récusation est demandée en proposant, sans délai, un personnel de remplacement de qualifications et de compétences équivalents.

ARTICLE 17 RESILIATION

La CPAM peut, si le prestataire ne remplit pas les obligations que lui impose le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières ou le CCAG-FCS, ou s'il les remplit de façon inexacte ou incomplète, prononcer la résiliation du marché après deux mises en demeure ou une seule mise en demeure en cas de manquement particulièrement important dans les conditions prévues aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS (Chapitre VII). La CPAM se réserve le droit d'appliquer ces dernières.

Sans réponse satisfaisante du titulaire à la mise en demeure, la CPAM peut alors passer un marché de substitution avec d'autres prestataires, aux frais et risques du prestataire déchu, après notification à ce dernier, et ce conformément aux dispositions de l'article 45 du CCAG-FCS.

Par dérogation aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS et dans le cas où l'application des conditions supra conduit à une variation de prix supérieure à 3 % par an, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier sans indemnité le marché.

ARTICLE 18 REGLEMENT DES LITIGES

En cas de litige, les parties contractantes peuvent recourir à l'arbitrage tel qu'il est réglé par le livre IV du Code de procédure civile.

Dans la négative, le tribunal judiciaire de Bordeaux est compétent pour les litiges issus du présent marché, dont les coordonnées sont les suivantes :

**Le Tribunal Judiciaire de BORDEAUX
30 Rue des Frères Bonie
33000 BORDEAUX**

ARTICLE 19 DEROGATIONS AU CCAG-FCS

Articles du CCAG-FCS auxquels il est dérogé	Articles du contrat dans lesquels sont introduites ces dérogations
4.1	7
3.6	14
14.1.2 et 14.1.3	15
14.1 et 14.1.1	15.1
30.3	15.3
14	15.4
38 à 45	17